

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°368
3 Février 2025
ISSN 1245-0286

Intervention du représentant du courant Front Unique au 11ème congrès national de la FSU à Rennes, le 3 février 2025

Camarades,

Ce congrès s'ouvre à un moment crucial : aujourd'hui commence la procédure d'adoption du projet de loi de finances 2025 porté par le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau.

Ce projet, c'est une version aggravée du projet de budget du gouvernement Barnier. Il accroît de 6.5 milliards le montant des coupes budgétaires pour financer autant d'allègements fiscaux au profit de la bourgeoisie. Cumulé avec le budget de la Sécurité Sociale, le montant des coupes atteint 31 milliards.

Ce budget, c'est un budget de soutien à l'impérialisme français en déliquescence. Un budget de guerre : à l'extérieur avec l'augmentation des dépenses militaires, mais aussi à l'intérieur avec l'augmentation du budget de la répression.

C'est la paupérisation massive des fonctionnaires : gel du point d'indice, suppression de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat), diminution de l'indemnisation des arrêts-maladie à 90%.

C'est le saccage de l'enseignement supérieur et de la recherche publics avec près d'un milliard de coupes par rapport à 2024, alors que les universités sont déjà exsangues. Le dispositif annoncé par le président du CNRS, consistant à laisser tomber 75% des laboratoires universitaires, se situe dans la continuité de ce budget et en donne toute la mesure.

La pseudo-annulation de 4 000 suppressions de postes d'enseignants a dans les faits été convertie en coupes supplémentaires. Et les DHG (dotations horaires globales) qui s'abattent sur les établissements montrent que la politique de suppressions de postes se poursuit avec une ampleur considérable.

Rappelons encore les ponctions imposées aux collectivités territoriales, la suppression de la part collective du Pass Culture, les ponctions odieuses sur les enveloppes de l'APL (aide personnalisée au logement) et de l'AME (aide médicale de l'État).

Pourtant, pour venir en aide à la bourgeoisie française en faillite, même ce budget ne suffira pas. Pour le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau, l'adoption de ce projet de loi serait une victoire politique. Elle paverait la voie à d'autres attaques dévastatrices que le patronat appelle de ses vœux : contre la fonction publique, contre les statuts des fonctionnaires, contre la Sécurité sociale.

Et pourtant camarades : à ce jour, les dirigeants des organisations syndicales, à commencer par ceux de notre fédération, ne se sont toujours pas prononcés contre ce projet de budget. C'est inadmissible.

C'est pourquoi nous demandons solennellement que le congrès procède à un vote, dès aujourd'hui, pour que la FSU déclare et fasse immédiatement connaître cette position : à bas le budget 2025 !

Mais il faut le constater : depuis la constitution du gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau, les dirigeants des organisations syndicales, dont ceux de la FSU, n'ont pas eu de mots trop doux pour Bayrou et pour ses ministres, pas de gestes trop conciliateurs.

Ce qui concentre le soutien objectif apporté au gouvernement est aujourd'hui leur participation unanime au « conclave » sur les retraites.

Tous ceux invités à cette opération se sont empressés de participer à la réunion de lancement du dispositif aux côtés des représentants du patronat. Pour la FSU, qui n'a pas été invitée, B. Teste a

vigoureusement protesté, puis s'est félicité d'avoir obtenu que notre fédération serait « associée aux concertations ».

Et pourtant : ce « conclave » doit se dérouler dans un cadre précis, encadré par la cour des comptes : ni abrogation, ni suspension de la contre-réforme des retraites ; proposition d'une « nouvelle réforme » à coût constant ; droit de veto accordé de fait aux représentants du patronat ; insistance de Bayrou sur le « coût » croissant des retraites des fonctionnaires conduisant à la remise en cause du Code des Pensions. Les dirigeants syndicaux peuvent bien expliquer qu'ils y portent l'exigence d'abrogation de la contre-réforme Macron : dans les faits, ils participent à une opération qui conduit à préparer son aggravation !

Le congrès doit en tirer les conclusions qui s'imposent : il faut rompre avec le gouvernement et organiser le combat contre lui.

- pour l'abrogation de la contre-réforme des retraites, il faut rompre toute participation même indirecte aux travaux du « conclave », et s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles fassent de même ;
- pour la défense de la Sécurité Sociale : il faut pour commencer dénoncer la signature de tous les accords instituant la réforme Macron de la PSC (protection sociale complémentaire) dans la Fonction Publique, en contradiction totale avec l'objectif du « 100% sécu » ;
- il faut rompre avec les communiqués copiés-collés du Quai d'Orsay : le congrès doit décider d'affirmer son soutien inconditionnel aux peuples opprimés – palestinien, kanak, comorien – contre leurs oppresseurs et leurs alliés, contre Macron et l'impérialisme français.

Le 5 décembre 2024, les dirigeants de toutes les organisations syndicales ont signé une déclaration commune dont voici un extrait :

« Au vu de la gravité de la crise économique, sociale, environnementale et démocratique, l'heure doit être à la responsabilité. Nos organisations appellent le chef de l'État et l'ensemble des acteurs à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme. » Ces mots signifient clairement ceci : sous prétexte de la crise du capitalisme, les dirigeants du mouvement ouvrier abdiquent publiquement toute velléité de défense des travailleurs au nom du prétendu « intérêt général ». Ils laissent, de fait, les mains entièrement libres au gouvernement dans la défense acharnée des intérêts de la classe capitaliste.

L'occultation de toute alternative au capitalisme en crise, l'absence de réponse à la question du pouvoir pèsent lourdement sur la capacité de mobilisation et de combat des travailleurs et de la jeunesse.

Le mouvement ouvrier doit renouer avec la perspective historique, celle du socialisme. Face à la crise des capitalistes, aux licenciements, à la désindustrialisation qui fait des ravages, au saccage des services publics essentiels, le non-remboursement de la dette des capitalistes ne doit pas être un tabou ; l'expropriation des capitalistes, des banques, des secteurs vitaux de l'économie, l'organisation de la production pour satisfaire les besoins doivent être réaffirmés. Et pour cela, contre tous les gouvernements de la bourgeoisie, il faut mettre en avant la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies, seul à même de mettre en œuvre de telles mesures.

Aujourd'hui, ouvrir cette perspective, c'est rompre avec le gouvernement Bayrou-Borne-Retailleau et préparer l'affrontement avec lui. Cela nécessite que les directions syndicales, la direction de la FSU arrêtent de le soutenir, qu'elles rompent leur participation au « conclave » et à toutes les réunions de dialogue social avec lui comme avec le patronat. Cela commence par exiger : « A bas le budget 2025 » !

Telle est la tâche de ce congrès.